



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-27 du 28 octobre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Le troisième sommet du Conseil commerce et technologie (TTC) se tiendra le 5 décembre à Washington
2. Les États-Unis et l'Union européenne lancent une *task force* sur l'IRA
3. Le Trésor américain publie des lignes directrices sur les pénalités concernant le contrôle des investissements entrants
4. Les États-Unis annoncent de nouvelles sanctions contre le Nicaragua

Climat – énergie – environnement

5. La Maison-Blanche mobilise ses partenaires publics et privés pour encourager la production et l'utilisation de matériaux bas carbone
6. Le Département de l'Énergie annonce l'attribution de fonds pour soutenir la R&D dans le nucléaire

Transport et infrastructure

7. La FAA signe une déclaration de coopération avec l'aviation civile japonaise sur la mobilité aérienne avancée

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce 759 M\$ d'aides pour le développement du réseau internet rural

Numérique et innovation

9. Microsoft, Alphabet et Meta publient des résultats trimestriels décevants
10. La FTC somme Drizly de renforcer la sécurité des informations personnelles de ses clients
11. L'université de l'Utah veut s'imposer comme la nouvelle école de pensée antitrust

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le troisième sommet du Conseil commerce et technologie (TTC) se tiendra le 5 décembre à Washington

Le 24 octobre, le bureau du Représentant au Commerce américain (USTR) a [annoncé](#) que la troisième réunion ministérielle du Conseil commerce et technologie (TTC) entre les États-Unis et l'Union européenne aura lieu le 5 décembre, dans la région de Washington D.C. L'annonce est intervenue à la suite d'un entretien téléphonique entre les co-présidents du TTC : le Secrétaire d'État A. Blinken, la Secrétaire au Commerce G. Raimondo, et l'USTR K. Tai du côté américain, les Vice-présidents exécutifs de la Commission V. Dombrovskis et M. Vestager du côté européen. Au cours de cette discussion, les deux parties ont souligné l'importance de la relation transatlantique et discuté de la façon d'obtenir des délivrables substantiels lors de la troisième édition du TTC. Les dispositions relatives aux véhicules électriques contenues dans l'*Inflation Reduction Act* (IRA), jugées discriminatoires par l'UE, ont également été évoquées et la nécessité de « *poursuivre l'engagement sur cet important sujet* » a été affirmée (cf. *infra*).

2. Les États-Unis et l'Union européenne lancent une *task force* sur l'IRA

Le 25 octobre, la Maison Blanche et la Commission européenne ont annoncé le lancement d'une *task force* entre les États-Unis et l'Union européenne sur l'*Inflation Reduction Act* (IRA). Cette annonce est intervenue à l'issue d'une rencontre entre le conseiller adjoint à la sécurité nationale américain, M. Pyle, et le chef de cabinet de la Présidente de la Commission européenne, B. Seibert, durant laquelle les priorités de la relation transatlantique ont été discutées. La [déclaration](#) de la Maison Blanche présente la *task force* comme destinée à « *promouvoir une meilleure compréhension de la contribution de [l'IRA] à la réduction des coûts supportés par les familles, de nos objectifs climatiques communs, et des opportunités et préoccupations des producteurs européens* ». De son côté, le [communiqué](#) européen précise que cette initiative « *traitera des préoccupations spécifiques liées à l'IRA soulevées par l'UE* ». Les deux déclarations soulignent aussi que les États-Unis et l'UE se sont accordés sur « *l'importance d'une coordination étroite pour soutenir des chaînes d'approvisionnement transatlantiques durables et résilientes, y compris afin de construire une économie fondée sur les énergies propres* ». La première réunion de la *task force* se tiendra la semaine du 31 octobre. Cependant, la Secrétaire au Trésor américaine J. Yellen, dont l'agence est en

charge de la formulation des lignes directrices qui doivent préciser le texte de l'IRA, a [suggéré](#) le 24 octobre qu'elle ne disposerait que de marges de manœuvre étroites, la loi étant « *ce qu'elle est* ».

3. Le Trésor américain publie des lignes directrices sur les pénalités concernant le contrôle des investissements entrants

Le CFIUS, comité interagence présidé par le Département américain du Trésor en charge du contrôle des investissements entrants aux États-Unis, a [publié](#) le 20 octobre pour la première fois des lignes directrices portant sur « *la mise en œuvre et les pénalités* ». Ces lignes directrices, qui ne modifient pas la législation en vigueur, permettent notamment au CFIUS de communiquer sur trois types de violations des règles américaines susceptibles de faire l'objet de pénalités financières : l'absence de déclaration d'une opération d'investissement entrant dans le champ de son contrôle, une déclaration erronée ou le non-respect des conditions fixées par le CFIUS dans le cadre de l'autorisation d'un investissement. Selon plusieurs cabinet d'avocats, ces lignes directrices renforcent la transparence des méthodes de fixation des pénalités par le CFIUS ([Cozen O'Connor](#), [Gibson Dunn](#), [Linklaters](#)). Cette publication intervient après la publication le 15 septembre d'un [décret présidentiel](#) qui identifie les critères d'examen que le CFIUS doit prendre en compte dans sa revue des investissements entrants aux États-Unis [voir Flash N° 2022-21 du 16 septembre].

4. Les États-Unis annoncent de nouvelles sanctions contre le Nicaragua

Le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) le 24 octobre Reinaldo Gregorio Lenin Cerna Juarez, un proche du Président Ortega, ainsi que le Directoire Général des Mines (DGM), en charge de la majorité des opérations minières d'or du Nicaragua. Le Département d'État a également [annoncé](#) des restrictions de visas pour 500 Nicaraguayens. Ces sanctions visent à répondre aux violations des droits de l'homme et aux attaques contre les acteurs démocratiques (opposition, organisations non gouvernementales) sous le régime Ortega-Murillo.

Ces sanctions sont prises sur base du décret présidentiel [amendé](#) le 24 octobre (E.O. 13851), qui permet des sanctions sectorielles visant le secteur de l'or ou tout autre secteur identifié ultérieurement et ouvre la possibilité d'imposer des restrictions sur les flux commerciaux bilatéraux ou sur de nouveaux investissements au Nicaragua.

Brèves

- Les ministres indonésiens de l'économie et de l'industrie ont échangé le 25 octobre avec [Katherine Tai](#) (USTR) et [Gina Raimondo](#) (Secrétaire au Commerce) sur l'IPEF (cadre économique pour l'Indopacifique) et ils se sont dit « plutôt optimistes » sur la possibilité d'atteindre des délivrables.
- Le Secrétaire d'État Blinken a [annoncé](#) le 27 octobre soutenir la volonté du Canada de rejoindre les discussions sur l'IPEF. Il a indiqué qu'il consulterait les 13 autres membres des discussions pour recueillir leur avis.
- Les États-Unis ont [annoncé](#) le 26 octobre de nouvelles sanctions contre l'Iran visant des individus et entités impliqués dans la répression et dans des violations des droits de l'homme, à la suite des sanctions du [22 septembre](#) et du [6 octobre](#).

Climat - Énergie - Environnement

5. La Maison-Blanche mobilise ses partenaires publics et privés pour encourager la production et l'utilisation de matériaux bas carbone

La Maison-Blanche a [organisé](#) le 20 octobre une grande concertation avec les parties prenantes du secteur de la construction pour proposer et promouvoir ensemble une série d'actions destinées à favoriser la fabrication et l'utilisation de matériaux de construction à faible contenu carbone dans le pays. D'après le Département de l'Énergie (DoE), la production de ces matériaux -- en particulier l'acier, le ciment et l'asphalte -- est en effet extrêmement intensive en carbone et génère plus du quart des émissions domestiques liées à l'industrie, un secteur qui représente lui-même un tiers des émissions de CO₂ dues à la consommation d'énergie des États-Unis.

Le conseiller national sur le climat de la Maison-Blanche, Ali Zaidi, s'est notamment saisi de cet événement pour mettre en lumière deux démarches volontaires majeures dans cet effort, l'une appelée « *Buy Clean* » et portée par une soixantaine de grandes entreprises productrices et consommatrices de tels matériaux, l'autre associant plusieurs États fédérés engagés dans des initiatives d'achat public durable.

À son niveau, l'administration fédérale, qui a elle-même lancé sa propre démarche interne d'achat public exemplaire, indique également pouvoir s'appuyer sur certains financements de l'importante loi sur les infrastructures (IIJA) pour soutenir l'adoption des matériaux bas carbone. Lors de cette concertation, l'agence fédérale des infrastructures routières (FHWA) du Département des transports a annoncé la liste des 25 premiers États bénéficiaires de fonds fédéraux pour l'évaluation et la démonstration des matériaux innovants pour des chaussées durables.

6. Le Département de l'Énergie annonce l'attribution de fonds pour soutenir la R&D dans le nucléaire

Le Département de l'Énergie (DoE) a annoncé la mise à disposition de deux financements fédéraux consacrés à la R&D dans le domaine de l'énergie nucléaire. Une enveloppe de 150 M\$, prévue dans le cadre de la loi *Inflation Reduction Act*, a été [attribuée](#) au Laboratoire national de l'Idaho (INL) pour soutenir une douzaine de projets qui s'appuient sur deux équipements de recherche clés : le réacteur avancé ATR (*Advanced Test Reactor*) et le complexe sur les combustibles et matériaux MFC (*Materials and Fuels Complex*). Le MFC permet notamment l'avancement des travaux sur les combustibles à base d'uranium faiblement enrichi (HALEU). Ces deux installations, âgées de 50 ans, pourront ainsi être rénovées et modernisées. Un financement de 38 M\$ a également été [distribué](#) à une douzaine de projets de recherche lauréats du programme [CURIE](#). Associant partenaires publics et privés, ces projets se concentrent sur le recyclage du combustible nucléaire usagé (UNF) issu des réacteurs à eau légère (LWR). Il s'agirait à terme de parvenir à exploiter ces déchets, dont le taux de contenu énergétique résiduel théorique s'élèverait à 90 %.

Brèves

- Suite à l'annonce de profits records par Valero, compagnie pétrolière texane qui a vu ses profits augmenter de 500 % sur un an, Gavin Newsom, gouverneur de Californie, a [réitéré](#) sa volonté de taxer les profits excédentaires des pétroliers face aux prix records du gallon d'essence dans son État. Il a d'ores et déjà convoqué le parlement pour une session extraordinaire qui débutera le 5 décembre, soit

quelques semaines après les élections du 8 novembre. Dans l'attente, des discussions

sont en cours entre l'administration et le législateur sur l'architecture de cette nouvelle taxe à venir.

Transport et Infrastructure

7. La FAA signe une déclaration de coopération avec l'aviation civile japonaise sur la mobilité aérienne avancée

La *Federal Aviation Administration* (FAA) a [annoncé](#) la semaine dernière la signature d'une déclaration de coopération avec son homologue japonais, le *Japan Civil Aviation Bureau* (JCAB), sur la mobilité aérienne avancée (AAM), recouvrant par exemple les drones et taxis aériens. Cette coopération comprendra des échanges d'information, de compétences et de techniques concernant la certification et la validation des nouveaux aéronefs, leur production, leur contrôle technique, leur exploitation et la délivrance des licences pour les personnels.

La FAA mentionne qu'elle dispose également de telles coopérations pour favoriser l'harmonisation des règles de certification et des plans d'intégration avec le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Brèves

- La PDG du constructeur automobile américain General Motors, Mary Barra, a annoncé mardi

que la compagnie serait en capacité de satisfaire à l'ensemble des exigences requises pour que tous ses modèles puissent bénéficier du montant maximal du nouveau crédit d'impôt fédéral à l'achat instauré par l'*Inflation Reduction Act*, soit 7 500 \$ par véhicule. Pour ouvrir droit à ce montant, la loi exige notamment que les véhicules soient assemblés en Amérique du Nord et que les matières premières utilisées dans les batteries proviennent de pays avec lesquels les États-Unis ont conclu un accord de libre-échange.

- Le Département des Transports a [publié](#) une nouvelle dérogation (*waiver*) aux dispositions "*Buy America*", pour une durée de deux ans, portant sur les achats de vans et minivans bénéficiant de subventions fédérales. Alors que ces dispositions exigent que les véhicules achetés soient assemblés aux États-Unis et incorporent en valeur au moins 70 % de contenu domestique, l'administration fédérale a indiqué qu'aucun modèle respectant ces deux conditions n'était actuellement disponible, justifiant ainsi cette décision d'exemption temporaire.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce 759 M\$ d'aides pour le développement du réseau internet rural

Le 27 octobre, le ministre de l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#) 759 M\$ de subventions et de prêts à destination de 49 projets pour le développement du réseau internet en milieu rural. Cette mesure concerne 24 États, Porto Rico, Guam, les Palaos, ainsi que plusieurs communautés tribales. Elle est notamment financée par le [Bipartisan Infrastructure Law](#), à travers la troisième phase du [programme ReConnect](#) qui a, jusqu'à présent, accordé un total de 2,4 Md\$ d'aides. Ce programme vise à faciliter le déploiement de l'internet à haut débit et le développement économique des zones rurales sous conditions

d'éligibilité. Cette nouvelle annonce illustre les engagements forts pris par l'administration Biden en faveur du développement rural et de la réduction des disparités sociales. Pour rappel, le *Bipartisan Infrastructure Law* prévoit des dotations historiques de 65 Md\$ pour garantir à tous un accès à internet fiable à moindre coût.

Brèves

- L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) [réaffirme](#) son soutien à la FAO en lui accordant 250 M\$ sur cinq ans en faveur de la sécurité sanitaire mondiale. Les fonds permettront notamment la mise en place du [Plan d'action conjoint « Une seule santé »](#) en

répondant aux enjeux de santé animale/santé humaine dans plus de trente pays d'Afrique, du Proche-Orient, d'Asie du Sud et du Pacifique. Ils renforceront également les capacités à prévenir, détecter et répondre à l'émergence d'épidémies de maladies infectieuses. Une attention particulière sera portée sur le contrôle des chaînes d'approvisionnement, les mesures de précaution sanitaire et les pratiques

de production durable. En seize ans, le partenariat entre l'USAID et la FAO a permis de former du personnel de santé animale, de développer de bonnes pratiques au sein des exploitations et de soutenir le travail des laboratoires dans la surveillance des maladies, grâce à 470 M\$ de subventions.

Numérique et Innovation

9. Microsoft, Alphabet et Meta publient des résultats trimestriels décevants

Microsoft a annoncé que son chiffre d'affaires était de 50,1 Md\$ au troisième trimestre, en hausse de 11 % par rapport à l'année précédente, dépassant ainsi les attentes des investisseurs notamment grâce à ses activités de Cloud. Le chiffre d'affaires de sa branche Cloud s'est en effet élevé à 25,7 Md\$ (en hausse de 24 %), soit plus de la moitié du chiffre d'affaires total. Cependant, la société a averti qu'elle avait constaté une baisse notable des ventes de PC (-15 %) et des dépenses publicitaires en septembre et s'attend à ce que ces tendances se poursuivent jusqu'à la fin de l'année. Par ailleurs, **Alphabet** a annoncé des résultats trimestriels plus faibles que les estimations du marché, en raison d'une baisse des ventes d'annonces sur YouTube (-2 % en glissement annuel ; 5 pts de moins que les attentes du marché). La croissance des revenus d'Alphabet a ralenti à +6 % (contre +41 % un an plus tôt), la société faisant face à une baisse continue des dépenses publicitaires en ligne. Il s'agit de la croissance la plus faible depuis 2013 pour Alphabet, à l'exception du début de la pandémie. Google Cloud a généré des ventes de 6,9 Md\$ (+1,9 Md\$ en glissement annuel), soit plus que prévu par les analystes. Enfin, **Meta Platforms** a enregistré un chiffre d'affaires de 27,7 Md\$ au troisième trimestre, marquant sa deuxième baisse de chiffre

d'affaires trimestrielle consécutive. Alors que le chiffre d'affaires de Meta a chuté de 4 % au troisième trimestre, les coûts et les dépenses de Meta ont augmenté de 19 % pour atteindre 22,1 Md\$. Cette baisse de chiffre d'affaires survient alors que Meta fait face à un ralentissement des dépenses publicitaires en ligne, à la concurrence de TikTok et aux problèmes découlant de la mise à jour de confidentialité du système d'exploitation iOS d'Apple.

Ces annonces se sont traduites par une perte cumulée de 550 Md USD de valorisation boursières dans le secteur numérique aux États-Unis.

10. La FTC somme Drizly de renforcer la sécurité des informations personnelles de ses clients

Le 24 octobre, la Federal Trade Commission a adopté une [ordonnance](#) contre la place de marché en ligne de vente d'alcool Drizly (filiale d'Uber basée à Boston) et contre son PDG James Cory Rellas, suite à des allégations selon lesquelles les failles de sécurité de l'entreprise ont conduit à l'exposition des informations personnelles d'environ 2,5 millions de consommateurs. Selon la FTC, Drizly et Rellas n'ont pas pris de mesures correctrices pour protéger les données des consommateurs contre les pirates informatiques en dépit d'alertes remontées il y a plus de deux ans. L'ordonnance de la FTC oblige l'entreprise à détruire les données inutiles et à restreindre le type

de données que l'entreprise peut collecter et conserver. L'ordonnance s'applique également personnellement à Rellax (y compris s'il venait à quitter l'entreprise), qui est tenu pour responsable des pratiques de Drizly en matière de sécurité des données. Rellax devra mettre en œuvre un programme de sécurité des informations dans les futures entreprises dans lesquelles il serait amené à travailler, si celles-ci collectent des informations sur les consommateurs auprès de plus de 25 000 personnes et desquelles il serait propriétaire majoritaire ou cadre dirigeant ayant des responsabilités en matière de sécurité des informations. Drizly exploite une place de marché en ligne où les consommateurs peuvent passer commande auprès de détaillants pour acheter de la bière, du vin et de l'alcool à livrer. La société collecte et stocke sur le service de *cloud computing* d'Amazon Web Services un large éventail d'informations personnelles des consommateurs telles que les e-mails, les adresses postales, les numéros de téléphone, les identifiants uniques d'appareil, les informations de géolocalisation et les données achetées auprès de tiers. La FTC allègue qu'en dépit de ses déclarations, Drizly et Rellax n'ont pas mis en place les garanties nécessaires pour sécuriser les informations personnelles collectées et stockées par l'entreprise. La FTC reproche à Drizly de ne pas avoir mis en œuvre un cadre de gouvernance approprié et de ne pas non plus avoir suffisamment surveillé son réseau pour détecter les tentatives non autorisées d'accès ou de suppression de données personnelles. Suite à la violation de l'intégrité des données de l'entreprise, les informations personnelles que Drizly avait recueillies sur les consommateurs ont été mises en vente sur deux sites différents accessibles au public sur le *dark web*. Les voleurs d'identité et autres acteurs malveillants peuvent – entre autres – utiliser ces données pour ouvrir des lignes de crédit frauduleuses.

11. L'Université de l'Utah veut s'imposer comme la nouvelle école de pensée antitrust

Le 21 octobre 2022 a été inauguré à l'Université de l'Utah le [Project on Antitrust and Consumer Protection Law](#) qui vise à faire de cet État le nouveau centre de recherche et d'excellence en matière de pensée antitrust et de protection des consommateurs. Leurs instigateurs, un groupe de professeurs d'économie et de droit progressistes, souhaitent donner un tournant nouveau dans l'interprétation des lois en matière de protection de la concurrence qui, au fil des années, ont été interprétées et appliquées de manière trop libérale,

conformément à la doctrine de l'école de Chicago. Ils souhaitent redéfinir les règles du jeu et renverser ce qu'ils considèrent comme des décennies de dogme poussant à une approche de laissez-faire dans l'application des lois antitrust. L'Utah est le seul État à avoir constitutionnalisé les grands principes de la politique de la concurrence par une disposition qui prône la dispersion du pouvoir économique au bénéfice du bien-être général avant d'interdire les monopoles. Outre refonder une théorie robuste pour l'interprétation des lois fédérales, leur ambition est de démystifier la complexité du droit de la concurrence et de former la future génération des spécialistes du dudit droit qui irrigueront ensuite les agences fédérales et les tribunaux.

La mise en place de cette initiative a reçu le soutien de Lina Khan, présidente de la FTC, dont la vision agressive en la matière est bien connue, de Doha Mekki, n°2 du département antitrust du Ministère de la justice, et de Tim Wu.

Brèves

- Le 26 octobre, la Chambre des Représentants a lancé une [enquête](#) sur plusieurs entreprises de télécommunications à la suite de la publication d'un [article](#) par le Washington Post révélant que certains fournisseurs d'accès Internet qui avaient participé à un programme d'aide fédéral pendant la pandémie pour fournir des services aux familles à faible revenu avaient augmenté leurs prix, réduit les vitesses d'Internet et apporté d'autres modifications à l'abonnement de clients qui souhaitaient demander ces prestations fédérales.
- Le 25 octobre, le *Department of Justice* a [annoncé](#) un accord résolvant un différend avec Google concernant une perte de données en réponse à un mandat de perquisition délivré en 2016. Dans cet accord, Google accepte de réformer et de mettre à niveau son programme de conformité aux procédures judiciaires afin de garantir des réponses rapides et complètes aux procédures judiciaires telles que les citations à comparaître et les mandats de perquisition. Un professionnel de la conformité indépendant sera chargé de vérifier en tant que tiers les améliorations de la conformité de Google.
- Le 25 octobre, le sénateur Dick Durbin (D-IL), président de la commission judiciaire du Sénat, ainsi que le sénateur Adam Schiff (D-CA), ont [exhorté](#) les PDG d'Alphabet et de YouTube à prendre de nouvelles mesures pour limiter la propagation sur leurs plateformes de contenus «incel» extrêmes et nocifs. Les incels, ou

« célibataires involontaires », sont des individus – généralement de jeunes hommes – qui expriment une haine extrême des femmes.

- Le 25 octobre, la représentante Anna Eshoo (D-CA), nouvelle présidente du caucus sur l'IA, a [exhorté](#) le conseiller à la sécurité nationale et le Bureau de la politique scientifique et technologique (OSTP) de la Maison Blanche à prendre des mesures pour faire face aux risques que posent les modèles d'intelligence artificielle entièrement *open source* pour la biosécurité, en facilitant notamment la recherche et le développement d'agents pathogènes dangereux pouvant être utilisés comme armes biologiques.
- À la suite de l'appel de la Floride, NetChoice et CCIA, représentant les grandes plateformes numériques, ont déposé le 24 octobre leur [mémoire](#) auprès de la Cour suprême des États-Unis, demandant à la Cour suprême d'examiner intégralement le jugement de la cour d'appel du onzième circuit dans NetChoice & CCIA c. Moody. L'appel de la Floride était intervenu après que sa loi sur la modération des contenus avait été jugée à l'unanimité susceptible d'être inconstitutionnelle en grande partie par le onzième circuit. Le mémoire des grandes plateformes soutient la demande d'intervention de la Cour suprême, mais demande à la Cour d'examiner l'intégralité de l'affaire, et pas seulement les parties sur lesquelles la Floride a perdu devant la cour d'appel du onzième circuit.
- Le 24 octobre, le *Department of Commerce* a [nommé](#) 16 experts pour former un nouveau Conseil consultatif sur l'Internet des objets. Le conseil consultatif comprend un large éventail d'intervenants à l'extérieur du gouvernement fédéral ayant une expertise liée à l'Internet des objets. Le conseil appuiera un groupe de travail

fédéral sur des questions telles que l'identification de toute réglementation, programme ou politique fédérale susceptible d'entraver ou de promouvoir le développement de l'internet des objets, ainsi que les situations dans lesquelles l'internet des objets pourrait offrir des avantages économiques et sociétaux importants aux États-Unis.

- Le 21 octobre, le Comité national républicain a intenté une [action en justice](#) contre Google devant un tribunal fédéral en Californie pour avoir prétendument placé ses e-mails de campagne dans les dossiers de spam de ses millions d'utilisateurs.
- Deux cabinets d'avocats ont intenté [une action en justice](#) contre Snap, Inc. au nom des familles de neuf adolescents et jeunes adultes, dont huit sont décédés après avoir pris des médicaments tels que des antidépresseurs achetés auprès de revendeurs avec lesquels ils se sont connectés via Snapchat. Dans les huit cas, les enfants et les jeunes adultes pensaient qu'ils achetaient des médicaments non létaux, mais les pilules étaient en fait du fentanyl pressé pour ressembler à des médicaments sur ordonnance et à des doses suffisamment mortelles pour tuer plusieurs personnes avec une seule dose. La poursuite allègue que les messages disparaissant de Snapchat, les fonctionnalités My Eyes Only et Snap Map encouragent, permettent et facilitent la vente de médicaments illégaux et mortels ainsi que de pilules contrefaites contenant des doses mortelles de fentanyl aux mineurs et aux jeunes adultes.

Santé

Brèves

- Florida Blue, filière en Floride de l'assurance santé Cross Blue Shield, a [signé](#) le 25 octobre un contrat avec Amazon Pharmacy qui devient son service exclusif de livraison de médicaments. Les assurés de Florida Blue pourront commander *via* leur compte Amazon, les médicaments prescrits et seront livrés gratuitement. Selon Florida Blue, cela leur donnera accès à une grande partie de

médicaments traitant des pathologies courantes, à prix moindre.

- L'*Administration for Strategic Preparedness and Response* (ASPR) du département des *Health and Human Services* (HHS) a [attribué](#) 21 M\$ à 13 centres médicaux, répartis sur l'ensemble du territoire. Ils ont été désignés comme les centres principaux de soins de leur région en cas d'émergence de pathogènes exceptionnels. Ce financement permettra de préparer ces infrastructures à une

- sursollicitation de leur personnel médical et à l'afflux de patients à traiter en cas d'épidémie.
- Le 25 Octobre, la Maison Blanche a [annoncé](#) sa stratégie pour répondre à une prochaine vague de Covid-19. Notamment, elle a annoncé le lancement de la campagne de vaccination #VaxupAmerica qui permettra aux familles de facilement se faire vacciner dans des structures provisoires et lors d'événements de prévention. Le programme Medicare enverra également un courriel de rappel de vaccination à ses bénéficiaires ayant souscrit à la newsletter. Concernant les entreprises, la Maison Blanche va publier un manuel à leur attention contenant

des informations sur les procédures à tenir pour maintenir leur activité sur site en cas de recrudescence de cas. Le président a également annoncé que Walgreens, Uber et DoorDash avaient répondu à sa sollicitation : les prescriptions de Paxlovid (traitement oral contre le Covid) commandées sur Walgreens seront livrées gratuitement *via* Uber et DoorDash aux citoyens américains vivant dans les zones vulnérables (selon l'index de vulnérabilité sociale du *Center for Disease Control and Prevention*).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.